



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°9 – Mars 2022

En bref – Sanctions à l'encontre de la Russie : quels enjeux pour l'Argentine ?

Alors que le conflit russo-ukrainien s'intensifie, les sanctions économiques imposées à la Russie entraîneront des détournements de flux de commerce et des tentatives de contournement des mesures restrictives. Dans ce contexte délétère, un triple enjeu se pose pour l'Argentine, à savoir : 1) la capacité du puissant secteur agricole¹ à compenser un possible retrait de la Russie des marchés internationaux ; 2) la possibilité pour les acteurs énergétiques à contribuer à une stabilisation des marchés mondiaux ; et 3) l'intensification des flux commerciaux et financiers avec la Russie dans le sillage de la stratégie d'évitement des sanctions. Sur le premier enjeu, la capacité des exportations argentines de blé (14 Mt en 2022, dont 95% déjà sous contrat de livraison) à prendre le relais des livraisons russes (35 Mt, soit 17,5% des exportations mondiales de blé) et ukrainiennes (23,5 Mt ; 12%) semble limitée. Qui plus est, la Russie et l'Ukraine exportent essentiellement du blé tendre alors que l'Argentine produit surtout du blé dur. La situation est moins tendue pour le maïs. En effet, les exportations argentines (33 Mt en 2022, dont 60% sous contrat de livraison) sont nettement supérieures à celles de la Russie (5 Mt, soit 2,6% des exportations mondiales de maïs) et égalisent celles de l'Ukraine (31 Mt ; 16%). Concernant le soja, la sécheresse pourrait peser sur la production (40,5 Mt de tonnes prévues pour 2022, en baisse de 10% sur un an), ce qui contribue déjà aux tensions sur le marché (627 USD/t pour le soja livrable en mars). De la même manière, l'Argentine pourra difficilement répondre à l'enjeu énergétique. En effet, la production de gaz (129 Mm³/j) et de pétrole (559.000 b/j) peine déjà à répondre à la demande nationale. Elle ne sera, a fortiori, pas en mesure d'approvisionner les marchés mondiaux. Malgré l'importance des réserves non conventionnelles (2^{ème} rang mondial pour le gaz de schiste et 4^{ème} pour le pétrole de schiste), l'Argentine est importatrice nette de produits énergétiques (-1,4 Md USD en 2021). Le recours aux centrales thermiques, alimentées en gaz et en huile, visait à compenser la baisse de la production d'électricité due à la sécheresse alors que la demande atteignait un pic suite aux fortes chaleurs. C'était aussi le signe de tensions dans l'offre énergétique. Dans ces conditions, les investissements dans ce secteur seront nécessaires pour transformer le potentiel argentin. À propos du contournement des sanctions, les flux financiers et commerciaux existants avec la Russie – et les autres pays – sont déjà contraints par les restrictions sur l'accès au marché cambiaire. À cela s'ajoute le caractère extraterritorial des sanctions américaines qui pourrait décourager le rapprochement entre les Banques centrales argentine et russe. Pour mémoire, les deux institutions ont signé un protocole d'accord en mai 2020 pour développer leur infrastructure financière. Dans ces circonstances, il semble peu probable que la création et le détournement du commerce suite à un choc externe (établissement d'une union douanière ou, dans ce cas, sanctions économiques) théorisés par Jacob Viner, s'appliquent dans l'immédiat aux flux russo-argentins.

LE CHIFFRE À
RETENIR

14

Exportations de blé argentin
(en million de tonnes)

¹ Pour 2022, la Bourse de Rosario prévoit une production de 48 Mt de maïs (-8% sur un an) et de 22 Mt de blé (+30% sur un an).

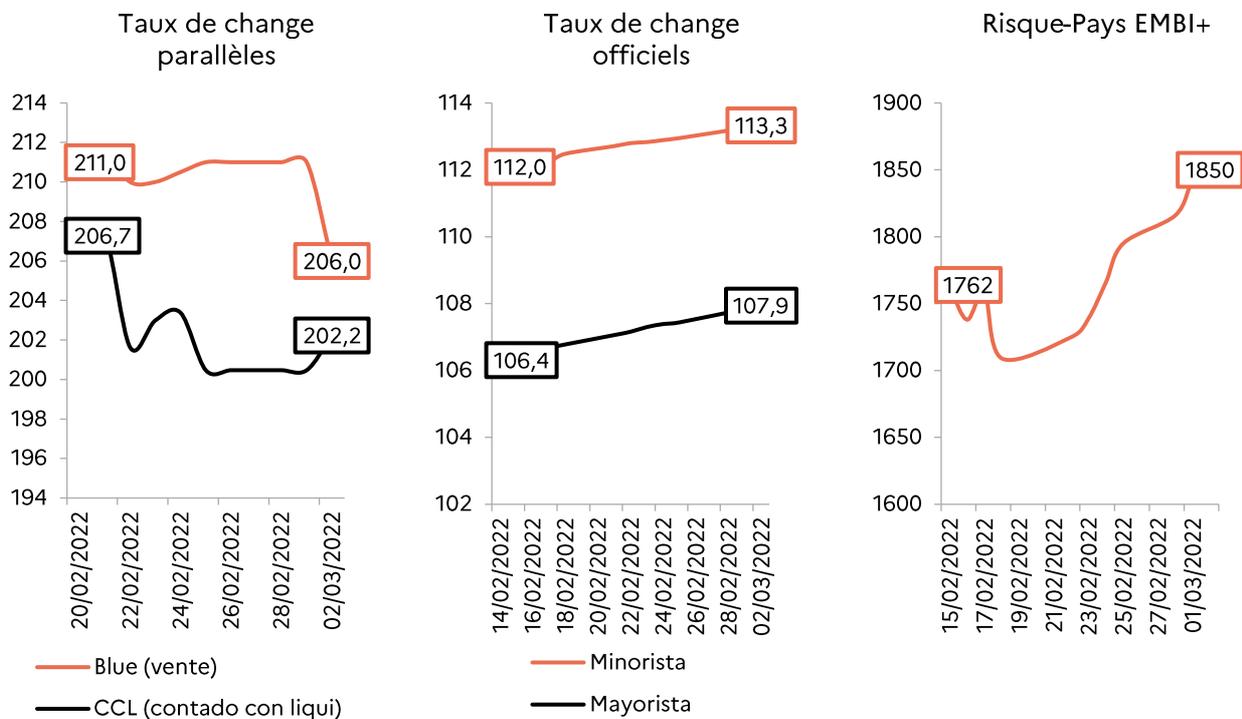
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose	Pourcentage de la population complètement vaccinée	Pourcentage de la population ayant reçu une 3 ^{ème} dose
Argentine	88,5%	79,2%	37,3%
Chili	92,5%	89,6%	73,6%
Paraguay	52,6%	44,6%	15,4%
Uruguay	85,1%	78,4%	55,3%
Amérique du Sud	82,0%	70,4%	28,3%
Brésil	83,1%	72,5%	30,4%
Colombie	80,5%	65,1%	16,1%
France	80,0%	77,6%	52,9%

Source : Our World in Data

Graphiques – Argentine



ARGENTINE

L'Argentine et le FMI concluent un accord au niveau des services pour un mécanisme élargi de crédit

Le 3 mars 2022, le gouvernement argentin et le FMI ont annoncé avoir conclu un accord au niveau des services pour un mécanisme élargi de crédit afin de refinancer les prochaines échéances (environ 40 Mds USD) au titre de l'accord de confirmation conclu en 2018. À ce titre, l'Argentine sollicite l'équivalent de 45 Mds USD, soit l'équivalent à 1.000% de sa quote-part au sein du Fonds.

Pour rappel, le soutien financier dans le cadre d'un nouveau programme avec le FMI est nécessaire pour éviter un défaut sur l'échéance du 21 mars prochain (3,9 Mds USD), alors que les réserves internationales nettes sont au bord de l'épuisement. À travers le mécanisme élargi de crédit, l'Argentine bénéficiera d'une période de grâce de 4 ans et demi, repoussant ainsi l'effort financier à la période 2026-2034.

Le premier versement du mécanisme élargi de crédit devrait intervenir dans la foulée de l'approbation du programme négocié par le conseil d'administration du Fonds – avec de facto un droit de veto des États-Unis. Les versements suivants (une dizaine étalés sur deux ans et demi) seront déclenchés après la révision trimestrielle du programme. Ce mécanisme de suivi permettra de vérifier que les objectifs accordés par les deux parties sont atteints.

Le conseil d'administration du Fonds se prononcera sur le programme une fois que celui-ci aura été approuvé par le Congrès. En effet, depuis février 2021, les élus argentins

doivent donner leur accord pour tout nouvel endettement public en devises soumis à une législation étrangère. Dans ce cadre, le projet de loi a été envoyé au Congrès ce jeudi 3 mars. Pour éviter un défaut, le projet de programme devra être approuvé avant le 18 mars, au plus tard. La lettre d'intention des autorités argentines sollicitant le soutien du FMI s'accompagne ainsi du mémorandum de politiques économiques et financières et du protocole d'accord technique définissant les objectifs et les différentes séquences du programme.

Dans son communiqué, le FMI juge le programme négocié avec l'Argentine comme pragmatique et réaliste. Il définirait des politiques économiques crédibles afin de renforcer la stabilité macroéconomique du pays, mais aussi commencer à résoudre ses déséquilibres structurels. Selon les autorités argentines, les deux parties se sont donc accordées sur les politiques à mettre en œuvre afin de renforcer la résilience de l'économie et promouvoir la croissance soutenable et inclusive. Celles-ci passeraient, entre autres, par la diversification des exportations, mais aussi par la promotion des investissements et de l'emploi formel, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'adaptation au réchauffement climatique.

Les deux parties soulignent par ailleurs l'objectif fondamental du programme, à savoir répondre aux besoins de financement publics et externes de l'Argentine. Elles appellent ainsi les autres bailleurs de fonds internationaux, comme la Banque mondiale, à soutenir financièrement l'Argentine.

Deux points d'attention sont aussi soulevés par les deux parties, à savoir : 1) La stratégie de désinflation et 2) Les réformes du secteur de l'énergie.



L'inflation est, selon elles, un phénomène multi-causal. La stratégie de désinflation devrait donc passer par au moins trois canaux, à savoir :

- 1) L'accumulation de réserves internationales en maintenant la compétitivité du pays, qui lui permettra à terme de retourner sur les marchés de capitaux internationaux ;
- 2) La mise en place d'un nouveau cadre monétaire pour dégager des taux d'intérêt réels positifs afin d'augmenter la demande des actifs libellés en pesos et développer le marché financier domestique ;
- 3) La réduction graduelle du déficit budgétaire primaire (de 3% à 2,5% du PIB entre 2021 et 2022, puis 1,9% du PIB en 2023 et 0,9% du PIB en 2024), permettant ainsi un retrait progressif du financement monétaire.

À propos des finances publiques, les deux parties envisagent une hausse des recettes budgétaires, grâce à une meilleure efficacité de l'administration fiscale. Du côté des dépenses – qui devraient croître de façon modérée en termes réels d'après les autorités – elles devraient être marquées par la réduction des subventions à l'énergie (2,4% du PIB en 2021). De plus, les dépenses seraient réorientées vers les investissements dans les infrastructures, les sciences et les technologies, ainsi que vers des programmes sociaux, notamment pour soutenir l'emploi et lutter contre la pauvreté.

En ce qui concerne les réformes du secteur de l'énergie, le gouvernement prévoit de faire évoluer les tarifs d'électricité et de gaz des ménages en dépit de l'intensification de la volatilité mondiale du cours des produits énergétiques. À ce titre, la modification des subventions sera basée sur un coefficient de variation salariale (CVS) ; ce dernier étant

une moyenne pondérée de l'évolution des salaires des différents secteurs (privé, public et informel).

Dans ces conditions, un nouveau système tarifaire est attendu pour la période 2022-2023. Il compterait ainsi trois niveaux de segmentation des tarifs, à savoir :

- 1) Le retrait total des subventions pour les consommateurs les plus aisés ;
- 2) L'établissement d'un tarif social pour les consommateurs les plus vulnérables. Pour eux, l'augmentation annuelle de la facture sera équivalente à 40% du CVS de l'année antérieure ;
- 3) L'augmentation des tarifs plafonnée à 80% du CVS de l'année antérieure pour le reste des consommateurs.

De plus, un plan énergétique sera également adopté à moyen terme, incluant une série d'actions telles que des incitations aux investissements privés et publics dans l'objectif d'accroître la production (GNL, énergies renouvelables) et le transport d'énergie (construction de gazoducs).

Reste à présent aux élus à soutenir (ou pas) ces orientations de la politique économique.

Merco 2021 : le classement des 100 entreprises à la meilleure réputation d'Argentine est sorti

Comme chaque année, le classement Merco (pour « *Monitor Empresarial de Reputación Corporativa* ») des 100 entreprises les plus en vues du moment en Argentine a été publié.

Bien que la réputation d'une entreprise est difficilement appréhendable grâce à des



données chiffrées, elle constitue un actif de valeur commerciale dans un contexte de très forte incertitude compte tenu de la situation macroéconomique argentine et des risques sanitaires ou plus récemment géopolitiques.

Pour établir le classement Merco, l'institut espagnol Análisis e Investigación et KPMG ont mené 15.265 enquêtes auprès de membres de groupes d'intérêts différents (consommateurs, dirigeants, actionnaires, mais aussi employés, syndicats, analystes financiers, journalistes économiques, entre autres) afin de juger de la réputation d'une centaine d'entreprises présélectionnées par 851 dirigeants d'entreprises.

Cette donnée diffère de l'image de marque, plus volatile, mais également de la marque employeur et de la réputation auprès des consommateurs, deux indicateurs avec leur propre classement (Merco Talento et Merco Consumo, respectivement).

Pour mesurer le prestige, les enquêtés ont notamment pris en compte la conservation des talents dans l'entreprise, mais aussi l'attention portée aux ressources humaines et à l'innovation, la qualité du management, la solvabilité économique, la communication et l'offre de biens et services.

Le top 10 connaît peu de changements, ce qui tendrait à avaliser le caractère fiable de cet indicateur : Mercado Libre reste en tête pour la 2^{ème} année consécutive, suivie par l'entreprise agroalimentaire argentine Arcor, 1^{ère} pendant 10 ans. La japonaise Toyota complète le podium.

Néanmoins, si les deux premières entreprises du classement sont argentines, seules 36 des 100 premières ont des capitaux argentins, ce qui montre une forte transnationalisation du marché malgré les restrictions d'importation

et d'accès au marché des changes. On trouve ainsi dans le top 10 les américaines Google (4^{ème}) et Ford (10^{ème}), mais aussi la marque de cosmétique brésilienne Natura (6^{ème}), l'anglo-néerlandaise Unilever (7^{ème}) et les banques espagnoles Santander (8^{ème}) et BBVA (9^{ème}).

Ce classement permet aussi de faire un état des lieux des secteurs les plus dynamiques en Argentine : le secteur technologique est le plus représenté avec 9 entreprises, suivi par l'agroalimentaire avec 8 entreprises. Le secteur de la parfumerie et des cosmétiques et le secteur de l'automobile ont chacun 7 entreprises. En outre, en conséquence de la crise sanitaire, les entreprises du secteur pharmaceutique ont connu une très nette montée dans les classements au cours des deux dernières années.

14 entreprises ont intégré le classement cette année, parmi lesquelles l'application de commande en ligne PedidosYa, qui fait son entrée à la 59^{ème} place, les laboratoires Roche ou encore American Airlines. Les grandes entreprises argentines YPF et Aerolíneas Argentinas connaissent à l'inverse une forte chute, puisqu'elles sont passées respectivement de la 17^{ème} à la 45^{ème} place et de la 57^{ème} à la 81^{ème} place.

Enfin, 5 entreprises françaises figurent dans ce classement : deux en très bonne place (L'Oréal à la 12^{ème} position et Renault à la 17^{ème}), ainsi que trois autres dans la suite du classement (Danone se place à la 57^{ème} place, Carrefour à la 66^{ème} place et Stellantis à la 94^{ème} place).

CHILI

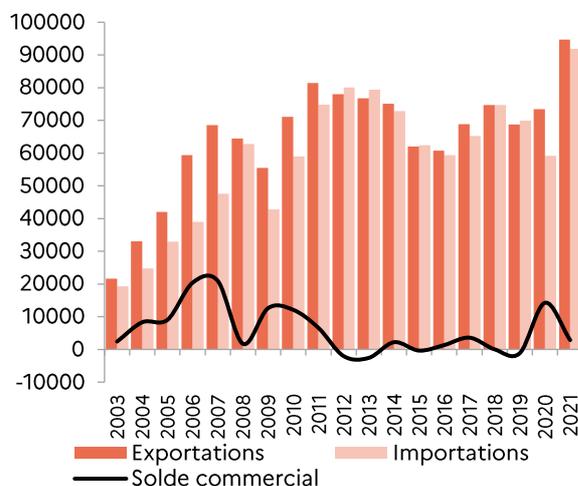
Le commerce extérieur a connu une forte reprise en 2021

En 2021, les exportations chiliennes se sont élevées à 94,7 Mds USD (+28,9% sur un an). Elles ont très fortement progressé dans le secteur minier (+39,3%) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie (+15,9%) et dans l'agriculture, l'élevage et la pêche extractive (+5,6%). Les grands postes d'exportations sont le cuivre (sous forme de concentrés puis de cathodes) et l'industrie alimentaire (dont le saumon).

Les importations représentaient en 2021 91,8 Mds USD, (+55,1% sur un an). Elles ont fortement progressé dans le secteur minier (+78,4%) et dans l'industrie (+52,4%). Les principaux postes d'importations en volume sont les automobiles et le charbon bitumeux.

La très forte progression des importations a ainsi contribué à faire diminuer l'excédent commercial de 80% sur un an, s'établissant à près de 2,9 Mds USD.

Évolution du commerce extérieur (MUSD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

La Chine reste le 1^{er} partenaire commercial du Chili : elle est son 1^{er} fournisseur (27,5 Mds USD ; +68,8% sur un an ; 30,0% du total des achats) et son 1^{er} client (36,7 Mds ; +27,6% ; 38,8% du total des ventes). De plus, le Chili exporte principalement du cuivre et importe essentiellement des automobiles et des téléphones mobiles. La France est le 15^{ème} fournisseur du Chili (1,2 Md USD ; +38,2% sur un an ; 1,3% du total des achats) et son 13^{ème} client (1,2 Md USD ; +22,2% sur un an ; 1,2% du total des ventes).

La reprise forte du commerce extérieur en 2021 doit être mise en parallèle avec l'entrée en fonction imminente – le 11 mars prochain – du président Gabriel Boric. Bien que celui-ci s'oppose à l'ultralibéralisme économique et que des débats sont engagés sur les divers accords de libre-échange signés par le pays, aucune décision drastique ne devrait venir bouleverser le commerce extérieur en son début de mandat.

Parmi les dernières décisions du président Piñera, la prolongation du revenu familial d'urgence lié au travail

Cette semaine, le président Sebastián Piñera a annoncé l'extension jusqu'au 30 juin 2022 du revenu familial d'urgence du travail (« *IFE laboral* » ou « *Ingreso Familiar de Emergencia laboral* »). Pour rappel, il s'agit dans les faits d'un transfert monétaire complémentaire au salaire, fonctionnant comme une incitation à la formalisation des emplois. Il a bénéficié à plus de 740.000 personnes.

Les effets de cette mesure restent difficiles à mesurer : la motivation étatique qui soutient l'emploi formel arrive dans une période de reprise progressive de l'emploi après la pandémie. De plus, depuis sa mise en place en août 2021, il n'y a pas de nette réduction



du taux d'emploi informel. Au contraire, ce taux est resté relativement stable, à 27,4% en janvier 2022 contre 27,0% en août 2021.

Le prochain ministre des Finances, Mario Marcel, n'était pas favorable à cette mesure qui risque de laisser une nouvelle ardoise à la prochaine administration et de creuser le déficit budgétaire, compliquant donc la stratégie de normalisation des finances publiques fixée pour 2022. De son côté, Rodrigo Cerda, le ministre sortant des Finances, soutient que la croissance et les différents fonds votés dans la loi de finances pour 2022 permettront de financer les différentes réformes, dont la prolongation du revenu familial d'urgence du travail.

Selon la Cepal, le Chili est le pays d'Amérique latine où la richesse des « ultra-riches » est la plus élevée par rapport à la taille de l'économie

Au moment où la taxation des « ultra-riches » est discutée pour financer la réforme de la pension universelle garantie (PGU), la Cepal a, sur la base de données du magazine Forbes, calculé le poids de la richesse des « ultra-riches » chiliens dans l'économie chilienne.

Le Chili était le pays d'Amérique latine où, en 2021, le patrimoine des dénommés « ultra-riches » (individus possédant au moins 1 Md USD) par rapport à la taille de l'économie était la plus élevée (16,1% du PIB).

Au niveau mondial, environ 2.755 personnes appartiennent à cette catégorie. L'Amérique latine compte 104 « ultra-riches », dont 9 Chiliens. Une majorité d'entre eux font partie des conglomérats économiques familiaux du pays (notamment Ponce Lerou, Paulmann, Angelini, Luksic et Piñera).

De plus, il convient de rappeler que sur les 100 plus grandes entreprises présentes au Chili, la moitié est contrôlée par une vingtaine de familles chiliennes. Par ailleurs, leurs fortunes sont surtout concentrées dans les secteurs de la finance, des mines, de la foresterie et de la vente au détail.

Toutefois, selon le rapport sur les inégalités mondiales en 2022, qui a été publié par le laboratoire sur les inégalités mondiales de l'École d'économie de Paris, la concentration de la richesse au Chili est semblable à celle observée dans les autres pays de la région. En effet, 1% des plus riches captent 49,6% de la richesse du pays, contre 48,9% au Brésil, 46,9% au Mexique et 34,9% aux États-Unis.

Ce chiffre relève d'une grande importance au moment où le Chili débat sur la taxation des plus riches et d'une réforme de la fiscalité. En effet, une taxation sur le luxe a notamment été proposée pour financer la réforme de la pension universelle garantie (PGU) et une taxation sur les revenus des « ultra-riches » a également été évoquée lors de la campagne du futur président Gabriel Boric.

PARAGUAY

Les tensions sur les prix sont restées vives en février

En dépit du resserrement de la politique monétaire, les tensions sur les prix ne faiblissent pas, signe d'une inflation qui n'est pas transitoire mais durable. En effet, l'inflation progresse de 1,4% sur un mois, en février, après 1,5% en janvier. En rythme annuel, l'inflation s'établit à 9,3%, contre 7,9% un mois plus tôt et 2,5% en février 2021. À ce niveau, la hausse des prix est bien supérieure



à la cible de 4% (avec $\pm 2\%$) de la Banque centrale paraguayenne.

De son côté, l'inflation sous-jacente, prenant en compte l'évolution à long terme des prix, s'élève à 0,5% sur un mois et 5,6% sur un an.

Selon les autorités monétaires, la hausse des prix est surtout portée par les aliments, le carburant et les services liés à l'éducation. À noter également l'impact indirect du conflit russo-ukrainien sur le pouvoir d'achat des ménages paraguayens. En effet, la Banque centrale constate une hausse des prix sur les produits de boulangerie, conséquence du renchérissement du blé sur les marchés internationaux. Pour mémoire, le cours du blé tendre livrable en mars est autour de 470 USD la tonne, au plus haut niveau depuis 14 ans.

De la même manière, les prix records du pétrole, en particulier du Brent (111 USD/baril, au plus haut depuis juin 2014) et du *West Texas Intermediate* (109 USD/baril, record depuis août 2013), entraînent nécessairement un renchérissement du prix des carburants (+7% sur un mois). En revanche, les tensions s'amenuisent sur la viande bovine (-2,8% sur un mois), conséquence d'une offre plus abondante sur le marché national. À noter la hausse des prix distincte entre les biens nationaux (+0,9% sur un mois; +8,0% sur un an) et les biens importés hors fruits et légumes, dont le renchérissement est plus marqué (+2,0% sur un mois; +12,8% sur un an).

La persistance des tensions inflationnistes pourrait entraîner une nouvelle hausse du taux directeur, au risque de ralentir la croissance (prévisions à 3,7% en 2022, après 5% en 2021) sans toutefois parvenir à contenir entièrement l'inflation importée.

Le marché du travail se raffermi légèrement au 4^{ème} trimestre de 2021

Selon les données publiées par l'Institut des statistiques, le taux d'activité a atteint 72,1% au 4^{ème} trimestre de 2021, en hausse de 0,7 point de pourcentage (pp) sur trois mois. Cette progression provient principalement des agglomérations urbaines où le ratio de la population active est passé de 71,3% à 72,1%. Le Paraguay comptait 3,7 millions (M) d'actifs à la fin 2021.

De son côté, le taux d'emploi s'établit à 67,2%, en progression de 0,4 pp par rapport au 3^{ème} trimestre. La hausse est enregistrée à la fois dans les zones urbaines et rurales. Elle s'explique notamment par la reprise des services, en particulier le commerce, mais aussi de la restauration et l'hôtellerie. Parmi la population occupée (3,5 M de personnes), 59% sont des hommes et 41% des femmes.

En ce qui concerne le sous-emploi, c'est-à-dire lorsqu'une personne travaille moins de 30 heures par semaine, il baisse de 0,6 pp sur trois mois pour s'établir à 4,6%. Signe de la persistance des inégalités de genre, les femmes représentent 56% de la population sous-employée.

Enfin, le taux de chômage s'élève à 6,5%, en augmentation de 0,3 pp sur trois mois. Les femmes sont relativement plus affectées par la hausse du chômage, avec un taux qui est passé de 7,9% à 9,6% entre les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. A cette date, 59% des chômeurs (257.000 personnes) sont des femmes. Au niveau géographique, 8 chômeurs sur 10 se trouvent en zones urbaines.

URUGUAY

La production industrielle a fortement rebondi en 2021, effaçant deux ans de récession

La production industrielle a enregistré une excellente performance en 2021, progressant de 12,3% sur un an, après deux années de récession (-5,2% en 2020 et -1,6% en 2019). De plus, les heures travaillées par ouvrier et l'emploi industriel ont, eux aussi, augmenté sur la période (+7,2% et +5,4%).

Ces très bons résultats ont surtout été portés par l'industrie alimentaire (+14,5% sur un an en 2021), qui a bénéficié de la bonne tenue des cours mondiaux. C'est surtout l'industrie de la viande qui a été dynamique (+27,3%), tirant profit de l'appétit chinois, ainsi que des restrictions aux exportations imposées par l'Argentine pour certains morceaux de viande à partir de juin 2021. D'autres industries ont également été très dynamiques : l'industrie automobile (+122,8%), mais aussi l'industrie des machines et des équipements (+33,4%), l'industrie du bois (+30,1%), l'industrie du textile (+27,4%) et l'industrie du caoutchouc et du plastique (+23,4%). À l'inverse, d'autres secteurs ont enregistré une croissance plus modeste, à l'instar de l'industrie du papier (+1,2%).

Cette hétérogénéité sectorielle s'explique en partie par les différences de variations des coûts opérationnels des industries. Les prix aux producteurs ont ainsi enregistré une augmentation de 12,9% en moyenne en 2021 (+17,2% en fin de période). Les hausses ont été très fortes pour les industries du papier (+39,3%), des métaux de base (+28,8%) et du bois (+23,9%). En général, les entrepreneurs restent pessimistes concernant l'inflation, qui

continuera à se répercuter sur leurs coûts opérationnels, en l'anticipant à 8% en 2022.

Cependant, la très bonne performance de la production industrielle en 2021 a permis à l'industrie d'effacer deux ans de récession. En effet, la production industrielle a dépassé ses niveaux de 2019 (+6,4%) et de 2018 (+4,8%). Mais l'hétérogénéité sectorielle est tout aussi marquée : si certains secteurs ont largement dépassé leur niveau de 2018, comme le secteur des machines et des équipements (+53,0%) et de l'automobile (+39,0%), d'autres restent à la traîne. C'est le cas des industries de produits informatiques, électroniques et optiques (-48,8%), de l'habillement (-34,5%) et du textile (-11,5%).

« Ley de Urgente Consideración » (LUC) : un référendum d'origine populaire, piloté par l'opposition, met en cause la politique libérale du gouvernement uruguayen

Le 27 mars 2022, les Uruguayens voteront par référendum pour décider de l'abrogation ou non de 135 des 478 articles de la « Ley de Urgente Consideración » (LUC), une loi votée en juillet 2020 peu après l'accession de Luis Lacalle Pou à la présidence, en pleine crise sanitaire.

Ce projet phare du gouvernement est ainsi remis en cause par un référendum d'origine populaire, rendu possible par le recueil des signatures de plus de 25% du corps électoral. Ce seuil a été largement dépassé puisque ce sont 797.261 signatures qui ont été remises à la Cour électorale le 8 avril 2021, soit 127.000 de plus que nécessaires. Les 478 articles de cette loi modifient et créent des dispositions législatives ayant trait à des sujets aussi variés que l'économie, la sécurité, le droit de grève, l'éducation, le logement ou la santé.



La Commission nationale pro-référendum – un regroupement de collectifs progressifs – dénonce une loi votée dans l’urgence, dans un contexte de restrictions liées à la pandémie, et donc ni débattue, ni connue des citoyens, ce qui constituerait une menace au bon fonctionnement démocratique.

La commission a ainsi identifié les 135 articles qu’elle considère comme les plus régressifs et liberticides pour qu’ils soient soumis à un référendum.

Parmi les sujets qui sont liés à l’économie, l’amointrissement du rôle de l’État, ainsi que la limitation du droit de grève et la volonté de privatiser progressivement des entreprises publiques et de secteurs stratégiques, comme les hydrocarbures (pour lequel l’entreprise publique Ancap avait jusque-là le monopole de l’importation, de la production et de l’exportation), font partie des mesures les plus décriées. Le référendum vise aussi à favoriser la transparence en réinstaurant l’obligation de payer les salaires par transaction bancaire et en abaissant à 4.000 USD le seuil maximum pour les payer en liquide, qui avait été passé à 100.000 USD. Enfin, les défenseurs du « oui à l’abrogation » souhaitent mettre fin à la nouvelle règle budgétaire, qui est un dispositif institutionnel limitant les dépenses, le déficit

ainsi que l’endettement publics, notamment selon le potentiel de croissance économique.

La coalition gouvernementale se place ainsi nécessairement en soutien aux dispositions qu’elle a elle-même préparées et adoptées et soutient le « non ». Le camp du « oui » est défendu par l’opposition, portée par le Frente Amplio, mouvement de gauche au pouvoir les 15 années précédant l’élection de Luis Lacalle Pou. Les élus de gauche se montrent très critiques vis-à-vis de la limitation du droit de grève et de l’assouplissement de la législation policière à la faveur de ces derniers, tandis que le gouvernement défend la nécessité de durcir les systèmes pénal et carcéral, mettant l’accent sur l’aspect sécuritaire.

Cifra, institut de sondage uruguayen, donne pour l’instant le « non » gagnant avec 45% des intentions de vote, contre 33% pour le « oui ». La loi électorale du pays donne un avantage aux votes négatifs en comptabilisant les votes blancs comme des votes en faveur du « non ». Le « oui » doit donc obtenir plus de 50% des suffrages exprimés pour voir ces 135 articles abrogés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s’abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)